

**Point de presse de la porte-parole -
Développement/Visite de M.
Jean-Yves Le Drian au siège de
«Coordination SUD» -
Birmanie/Déclaration de la
présidence du Conseil de sécurité
des Nations unies sur la situation
des Rohingyas
(Paris, 07 novembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Développement - Visite de M. Jean-Yves Le Drian au siège de «Coordination SUD» (Paris, 6 novembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est rendu le 6 novembre au siège de «Coordination SUD (Solidarité, Urgence, Développement)».

C'est la première fois qu'un ministre des affaires étrangères rendait visite à ce partenaire important. Ce déplacement s'inscrivait dans le cadre du dialogue de qualité que nous avons avec les acteurs de la société civile de la coopération et de la solidarité internationale, notamment dans le cadre du conseil national du développement et de la solidarité internationale - dont M. Jean-Yves Le Drian avait présidé la dernière session le 14 septembre - et du «groupe de concertation humanitaire» qui associe le ministère et les principales ONG françaises.

Pendant plus d'une heure, M. Jean-Yves Le Drian a échangé avec les responsables de «Coordination SUD», qui compte 162 ONG ou groupements d'ONG, dont elle est le porte-parole auprès des pouvoirs publics français et dans les enceintes de concertation européennes et internationales. Les échanges ont notamment porté sur la contribution des ONG à la mise en oeuvre des projets de développement et humanitaires en situation de post-crise, ainsi que sur l'objectif, fixé par le président de la République, de porter notre aide publique au développement à 0,55% du RNB en 2022.

Dans ce contexte, M. Jean-Yves Le Drian a rappelé son souhait de voir s'accroître la part de l'aide transitant par les organisations de la société civile ainsi que celle destinée à l'action humanitaire et d'urgence, en complément de l'aide directe des autorités françaises et des dons-projets menés par l'Agence française de développement. En 2018, les crédits de gestion et de sortie de crise du ministère de l'Europe et des affaires étrangères seront portés à 86,3 millions d'euros (soit une augmentation de 20%), dont 30 millions d'euros pour le fonds d'urgence humanitaire et 35 millions d'euros pour l'aide alimentaire.

M. Jean-Yves Le Drian a fait des questions humanitaires une priorité de la présidence française du Conseil de sécurité des Nations unies en octobre, avec notamment une initiative sur la protection des personnels humanitaires et médicaux dans les zones de conflit.

2 - Birmanie - Déclaration de la présidence du Conseil de sécurité des Nations unies sur la situation des Rohingyas (New York, 6 novembre 2017)

La France salue l'adoption le 6 novembre, par le conseil de sécurité des Nations unies, de la déclaration présidentielle sur la situation des Rohingyas en Birmanie. C'est la première déclaration adoptée sur la Birmanie depuis 2008.

Lors de son discours à l'ouverture de la 72ème assemblée générale des Nations unies en septembre, le président de la République a indiqué que la France prendrait l'initiative au conseil de sécurité face aux persécutions dont sont victimes les populations rohingyas. Après une réunion à huis clos organisée avec le Royaume-Uni autour de Kofi Annan lors de la présidence française du conseil de sécurité en octobre, cette déclaration adoptée à l'unanimité et à l'initiative de la France et du Royaume-Uni envoie un message fort et unanime de la communauté internationale.

Cette déclaration condamne les attaques et les violences perpétrées dans l'État de l'Arakan et demande au gouvernement birman d'y assurer l'accès humanitaire et le retour volontaire, sûr et digne des réfugiés. Elle demande également que les responsables de violations des droits de l'Homme soient poursuivis devant la justice et salue l'engagement du gouvernement birman de mettre en oeuvre les recommandations de la commission consultative sur l'État de l'Arakan présidée par Kofi Annan. Le conseil de sécurité appelle en outre le gouvernement birman à prendre en compte les causes profondes de la crise dans l'État de l'Arakan et à assurer le respect des droits de l'Homme et un accès égal et entier à la citoyenneté pour tous les individus.

Ce texte prévoit que le secrétaire général des Nations unies rende compte au conseil de sécurité de l'évolution de la situation dans 30 jours et l'encourage à envisager la nomination d'un conseiller spécial sur la Birmanie.

Il s'agit d'une étape dans la dynamique positive de la communauté internationale pour contribuer au règlement de cette crise./.